

CASE INFORMATION SHEET

No 2/2008 (Français)

INDONESIE: Lutter contre la corruption au niveau local grâce au projet de développement des kecamatans (sous-districts)

Le projet de développement des kecamatans

Le *Kecamatan Development Programme* (KDP, projet de développement des kecamatans) est un programme du gouvernement indonésien. En plus d'un financement national, le KDP bénéficie du soutien de la Banque mondiale et d'autres donateurs. Ce programme vise à réduire la pauvreté, renforcer les pouvoirs du gouvernement local et des institutions communautaires ainsi qu'à améliorer la gouvernance locale. Ce programme multisectoriel couvre plus de 34 000 villages et participe au développement du secteur de l'eau indonésien par la construction de 7178 unités d'approvisionnement en eau propre, 2904 unités d'assainissement et 7326 systèmes d'irrigation.

Problèmes de corruption

Les risques de corruption dans les projets de développement en Indonésie sont élevés et endémiques. Des projets gouvernementaux, tel que le KDP, ou des projets ambitieux et très dispersés offrent de nombreuses occasions aux agents publics de détourner en toute impunité des subventions publiques. Des systèmes judiciaires dysfonctionnels et des institutions de contrôle inefficaces contribuent à un système de redevabilité fragile, facilitant le siphonage de l'argent destiné aux projets de développement. Ces formes de corruption dans les projets de développement se manifestent de différentes façons :

- Versement de pots-de-vin à des responsables pour l'obtention de projets
- Prélèvements budgétaires effectués par les échelons supérieurs de gouvernement
- Frais illicites
- Livraison partielle de matériels et/ou de services
- Détournement de subventions par les employés

Prévention de la corruption

Pour aborder cet environnement à haut risque, le KDP a incorporé au projet des mesures anti-corruption, qui

Project Information

Site Web: www.worldbank.org/id/kdp
Contact: **Scott Guggenheim**



insistent sur la transparence et la diffusion d'informations dans toutes les phases du projet. L'un des principes clefs est que les risques de corruption peuvent être réduits grâce à une meilleure conception comme : la réduction du nombre de transactions, un système de virement bancaire plus ouvert, des montants de subventions standardisés; des formats simplifiés compréhensibles par les utilisateurs finaux.

Exemple de corruption au niveau local

Dans ce cas, le chef du village avait empoché une partie des subventions affectées à un projet d'infrastructure. L'équipe de projet commença à avoir des doutes et elle demanda au chef du village de fournir un rapport comptable à l'ensemble des villageois. Il s'exécuta mais les villageois refusèrent d'endosser son rapport. Ils contactèrent alors le coordinateur de projet pour se plaindre que les coûts des matériaux de construction étaient moins élevés au magasin local que ceux détaillés dans le rapport. Les villageois effectuèrent un audit

du rapport en prouvant la différence de prix entre ceux contenus dans le rapport et ceux pratiqués dans le magasin du village. Le chef du village dut rembourser la différence. Cet exemple montre que les villageois comprennent comment le processus doit fonctionner. En outre, lorsqu'ils ont accès à un système de suivi indépendant, cela peut se révéler un moyen de contrôle des plus efficaces.

Stratégies anti-corruption

Réduire le nombre de transactions

→ pour garantir que l'argent est envoyé directement sur les comptes communautaires

Promouvoir la concurrence

→ pour permettre aux villageois d'acheter du matériel sur le marché libre et encourager la concurrence entre villages en matière de propositions de projets. Les villageois eux-mêmes sont tout à fait capables de déceler les mauvaises propositions.

Réduire les coûts d'accès à l'information

→ en se servant des panneaux d'affichage publics, en rédigeant des documents courts et en simplifiant les procédures gouvernementales et celles de la Banque mondiale.

Minimiser le pouvoir discrétionnaire

→ fixer les planchers et les plafonds des montants de subventions, plutôt que d'utiliser des montants variables en fonction des résultats du projet (bien que les bonnes pratiques en matière de développement exigent parfois un financement flexible selon les lieux)

Appliquer des sanctions

→ élaborer un code de déontologie pour l'incorporer dans les contrats de consultant

« Pour moi, ce qui est plus important dans les projets de développement rural, c'est d'encourager la population locale à surveiller et à résoudre elle-même les problèmes de corruption. Cela ne peut être possible que si tous les membres du village reçoivent dès les premières phases du projet l'information adéquate. De plus, il est crucial d'établir différents canaux de communication et de suggestions. Les réunions publiques ne sont pas suffisantes car parfois les villageois hésitent à rendre public leurs griefs. Nous avons donc besoin d'une personne de confiance (par exemple un facilitateur, homme ou femme), de la possibilité de déposer une plainte de manière anonyme par courrier ou autre. Nous devons sensibiliser les jeunes générations qu'elles ont le droit de porter plainte et que c'est de leur responsabilité de participer aux processus de suivi et d'audit. Cela ne peut être réalisé que si nous disposons d'un accès facilité à l'information. » Ela Hasanah, chargé d'études, Kecataman Development

Enseignements

- utiliser des systèmes de suivi informels et officiels
- le suivi social est le plus efficace pour contrôler les biens privés tels que les salaires
- La corruption est un processus dynamique qui se manifeste de différentes façons. Par conséquent, toutes mesures anticorruption doivent être flexibles et capables de s'adapter aux nouvelles conditions émergentes
- Le suivi et la mise en place de solutions sont indispensables